ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 11 juillet 1996, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "relatif aux conditions de nomination au grade de chef de section technique à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications et fixant les programmes et le règlement des concours de recrutement et de promotion pour ce grade", a donné le 16 octobre 1996 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 11 juli 1996 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende de voorwaarden voor benoeming tot de graad van technisch sectiechef bij het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie en tot vaststelling van de programma's en de regelen van het vergelijkend wervings- en bevorderingsexamen voor deze graad", heeft op 16 oktober 1996 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

L’intitulé suivant est proposé :

"Arrêté ministériel relatif à certaines conditions de recrutement au grade de chef de section technique à l’Institut belge des services postaux et des télécommunications et fixant le programme des concours de recrutement ou de promotion à ce grade".

Préambule.

Alinéa 1er (nouveau).

L’article 71, alinéa 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques dispose que l’Institut belge des services postaux et des télécommunications est soumis aux règles fixées pour les organismes visés à l’article 1er, alinéa 1er, A, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d’intérêt public.

L’arrêté en projet trouve, par conséquent, son fondement légal, non seulement dans l’article 71, alinéa 2, de la loi du 21 mars 1991 précitée, mais également dans l’article 11, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d’intérêt public.

Le préambule sera, dès lors, complété par un alinéa 1er nouveau rédigé comme suit :

"Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1er, alinéa 1er, remplacé par la loi du 22 juillet 1993;".

Alinéa 1er (devenant l'alinéa 2).

L'arrêté en projet trouve un fondement légal dans le seul alinéa 2 de l'article 71 de la loi du 21 mars 1991 précitée.

Les mots "notamment les articles 71 et 73;" seront, par conséquent, remplacés par les mots "notamment l'article 71, alinéa 2;".

Alinéa 2.

Les articles 2 et 3 de l'arrêté en projet trouvent leur fondement légal, non dans l'article 2, alinéa 1er (et non premier paragraphe comme indiqué), de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat, mais dans l'article 36 de l'arrêté royal du 18 mars 1993 relatif à l'application de certaines dispositions réglementaires au personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications. Il est renvoyé,

à cet égard, à l'observation ci-après à propos de l'alinéa 3.

L'alinéa doit donc être omis.

Alinéa 3.

Conformément à l'usage, il faut identifier avec le plus de précision possible les dispositions qui constituent le fondement légal de l'arrêté en projet.

A cet égard, les articles 2 et 3 de l'arrêté en projet trouvent leur fondement légal, non dans l'ensemble des dispositions du chapitre VIII de l'arrêté royal du 18 mars 1993 relatif à l'application de certaines dispositions réglementaires au personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, mais uniquement dans l'article 36 de cet arrêté.

Les mots "notamment le chapitre VIII;" seront donc remplacés par les mots "notamment l'article 36;".

Alinéa 4.

L'article 65, § 1er, de l'arrêté royal du 18 mars 1993 fixant le statut du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications ne constitue le fondement légal d'aucune des dispositions de l'arrêté en projet.

La référence à cette disposition réglementaire doit, en conséquence, être omise.

Les mots "notamment les articles 12, alinéa 2, et 65, § 1;" seront, à cet effet, remplacés par les mots "notamment l'article 12, alinéa 2;".

Dispositif.

Article 1er.

1. Il va de soi que l'article en projet ne peut avoir pour objet de dispenser les candidats à la nomination au grade de chef de section technique du respect des autres conditions de nomination établies par les articles 11 et 12, 1° à 5°, de l'arrêté royal du 18 mars 1993 fixant le statut du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

Les mots "Sous réserve des autres dispositions réglementaires relatives au recrutement de fonctionnaires à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications" sont, en conséquence, superflus et doivent être omis.

2. L'annexe I de l'arrêté royal du 18 mars 1993 fixant le statut du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications classe explicitement l'emploi de chef de section technique parmi les emplois de rang 24.

Les mots "rang 24" sont, dès lors, superflus et doivent être omis.

3. Indépendamment des deux observations qui précèdent, l'article en projet traduirait mieux, comme en a convenu le fonctionnaire délégué, l'intention des auteurs du projet s'il était rédigé comme suit :

"Article 1er. Les candidats au grade de chef de section technique doivent être titulaires d'un des diplômes, certificats d'études, brevets et attestations suivants :

1° certificat, diplôme ou brevet d'enseignement maritime du cycle supérieur;

2° diplôme de l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat ou l'une des Communautés ou par un jury d'examens institué par l'Etat ou l'une des Communautés;

3° diplôme ou certificat de candidature délivré après un cycle d'au moins deux années d'études, conformément à la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres de l'enseignement supérieur, soit par les universités belges, y compris les écoles annexées à ces universités, les établissements y assimilés par la loi ou les établissements d'enseignement supérieur de type long, créés, subventionnés ou reconnus par l'Etat ou l'une des

Communautés, soit par un jury d'examens institué par l'Etat ou l'une des Communautés;

4° diplôme d'ingénieur technicien délivré après des cours supérieurs techniques du deuxième degré;

5° diplôme de l'enseignement supérieur de type court de promotion sociale;

6° certificat attestant la réussite des deux premières années d'études de la section polytechnique ou de la section "Toutes armes" de l'Ecole royale militaire.

Sont également pris en compte tout autre diplôme délivré précédemment et équivalent à l'un des diplômes précités ainsi que les diplômes obtenus selon un régime étranger et qui, en vertu de traités ou de conventions internationales, d'une loi ou d'un décret, sont reconnus équivalents à l'un des diplômes précités".

Article 2.

1. L'article 11, 3°, de l'arrêté royal du 18 mars 1993 fixant le statut du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications subordonne la nomination en qualité d'agent définitif de l'Institut à l'accomplissement préalable d'une période d'essai.

Les mots "pour la nomination à l'essai" sont donc superflus et doivent être omis.

2. Ni l'arrêté royal du 18 mars 1993 fixant le statut du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, ni l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat (1) n'habilitent le ministre qui a les postes et les télécommunications dans ses attributions à établir des règles relatives aux concours de recrutement aux différents grades dont peuvent être porteurs les agents de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

L'établissement de telles règles ressortit à la compétence exclusive du Roi, en vertu de l'article 71, alinéa 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et de l'article 11, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Parce qu'il a pour objet spécifique d'instaurer des règles propres au règlement du concours de recrutement qu'il vise, l'alinéa 2 excède donc la compétence des auteurs du projet.

---

(1) L'article 3, 7°, de l'arrêté royal du 18 mars 1993 relatif à l'application de certaines dispositions réglementaires au personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications rend, moyennant les adaptations nécessaires, les dispositions de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat applicables aux agents de l'institut.

Cet alinéa en projet fait, du reste, double emploi avec les règles établies par les deux premiers paragraphes de l'article 15 de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat.

Pour cette double raison, il doit être omis.

3. Compte tenu de la double observation qui précède, la disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 2. Le concours de recrutement au grade de chef de section technique consiste en un entretien - éventuellement précédé d'un questionnaire de personnalité commandé par ordinateur - destiné à vérifier si le profil du candidat correspond aux exigences spécifiques de la fonction. Cet entretien peut être complété par une ou plusieurs épreuves pratiques d'appréciation.

La participation à l'entretien visé à l'alinéa 1er peut être subordonnée à la réussite d'une épreuve préalable destinée à évaluer les aptitudes ou les connaissances de base requises pour la fonction. Cette épreuve peut prendre la forme d'une épreuve écrite ou commandée par ordinateur".

Article 3.

Le texte suivant est proposé :

"Art. 3. Le concours de promotion au grade de chef de section technique comporte :

1° une épreuve générale, écrite ou commandée par ordinateur, destinée à évaluer les aptitudes de base;

2° une épreuve spécifique, orale, destinée à évaluer l'affinité avec le domaine de travail et l'intérêt pour celui-ci, éventuellement complétée par une ou plusieurs épreuves d'appréciation.

L'affinité avec le domaine de travail et l'intérêt pour celui-ci s'apprécient en tout cas, en fonction de la connaissance de base des matières qui ont trait au fonctionnement du service".

Article 4.

L'on n'aperçoit pas de motifs impérieux qui justifieraient une dérogation aux règles qui sont habituellement d'application en matière d'entrée en vigueur des textes réglementaires.

Opschrift.

Het volgende opschrift wordt voorgesteld :

"Ministerieel besluit betreffende sommige voorwaarden voor werving in de graad van technisch sectiechef bij het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie en tot vaststelling van het programma van het vergelijkend examen voor werving in of bevordering tot die graad".

Aanhef.

Eerste lid (nieuw).

Artikel 71, tweede lid, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bepaalt dat het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie onderworpen is aan de regelen vastgesteld voor de instellingen bedoeld in artikel 1, eerste lid, A, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Het ontworpen besluit ontleent bijgevolg zijn rechtsgrond niet alleen aan artikel 71, tweede lid, van de voormelde wet van 21 maart 1991, maar tevens aan artikel 11, § 1, eerste lid, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

De aanhef moet bijgevolg worden aangevuld met een nieuw eerste lid, luidende :

"Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, eerste lid, vervangen bij de wet van 22 juli 1993;".

Eerste lid (dat het tweede lid wordt).

Het ontworpen besluit ontleent zijn rechtsgrond uitsluitend aan het tweede lid van artikel 71 van de voormelde wet van 21 maart 1991.

De woorden "inzonderheid op de artikelen 71 en 73;" moeten bijgevolg vervangen worden door de woorden "inzonderheid op artikel 71, tweede lid;".

Tweede lid.

De artikelen 2 en 3 van het ontworpen besluit ontlenen hun rechtsgrond niet aan artikel 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel, maar aan artikel 36 van het koninklijk besluit van 18 maart 1993 betreffende de toepassing van sommige verordeningsbepalingen op het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie. In dat verband wordt verwezen naar de hierna gemaakte opmerking over het derde lid van de aanhef.

Het lid moet dus vervallen.

Derde lid.

Zoals gebruikelijk is, moeten de bepalingen die de rechtsgrond van het ontworpen besluit vormen zo nauwkeurig mogelijk worden bepaald.

In dat opzicht ontlenen de artikelen 2 en 3 van het ontworpen besluit hun rechtsgrond niet aan de gezamenlijke bepalingen van hoofdstuk VIII van het koninklijk besluit van 18 maart 1993 betreffende de toepassing van sommige verordeningsbepalingen op het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, maar alleen aan artikel 36 van dat besluit.

De woorden "inzonderheid op hoofdstuk VIII;" dienen dus vervangen te worden door de woorden "inzonderheid op artikel 36;".

Vierde lid.

Geen enkele bepaling van het ontworpen besluit ontleent haar rechtsgrond aan artikel 65, § 1, van het koninklijk besluit van 18 maart 1993 tot vaststelling van het statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

De verwijzing naar die verordeningsbepaling moet bijgevolg vervallen.

De woorden "inzonderheid op de artikelen 12, tweede lid, en 65, § 1;" moeten daartoe vervangen worden door de woorden "inzonderheid op artikel 12, tweede lid;".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. Het ligt voor de hand dat het ontworpen artikel er niet toe mag strekken de gegadigden voor benoeming tot de graad van technisch sectiechef te ontslaan van de inachtneming van de andere benoembaarheidsvereisten, vastgesteld in de artikelen 11 en 12, 1° tot 5°, van het koninklijk besluit van 18 maart 1993 tot vaststelling van het statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

De woorden "Onverminderd de overige reglementaire bepalingen betreffende de werving van ambtenaren bij het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie" dienen bijgevolg als overbodig te vervallen.

2. Bijlage I bij het koninklijk besluit van 18 maart 1993 tot vaststelling van het statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie deelt de betrekking van technisch sectiechef uitdrukkelijk in bij de betrekkingen van rang 24.

De woorden "rang 24" dienen bijgevolg als overbodig te vervallen.

3. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het ontworpen artikel, afgezien van de twee voorgaande opmerkingen, de bedoeling van de stellers van het ontwerp beter zou weergeven indien het als volgt werd gesteld :

"Artikel 1. De gegadigden voor de graad van technisch sectiechef moeten houder zijn van een van de volgende diploma's, studiegetuigschriften, brevetten of attesten :

1° getuigschrift, diploma of brevet van hoger zeevaart-onderwijs;

2° diploma van het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, uitgereikt door een instelling die is opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat of door een van de Gemeenschappen, of door een examencommissie ingesteld door de Staat of door een van de Gemeenschappen;

3° kandidaatsdiploma- of getuigschrift uitgereikt na een cyclus van ten minste twee jaar studie, overeenkomstig de wet van 11 september 1933 op de bescherming der titels van hoger onderwijs, ofwel door de Belgische universiteiten, met inbegrip van de aan die universiteiten verbonden scholen, de bij de wet ermee gelijkgestelde instellingen of de instellingen voor hoger onderwijs van het lange type, opgericht, gesubsidieerd of erkend door

de Staat of door een van de Gemeenschappen, ofwel door een examencommissie ingesteld door de Staat of door een van de Gemeenschappen;

4° diploma van technisch ingenieur uitgereikt na hogere technische leergangen van de tweede graad;

5° diploma van het hoger onderwijs van het korte type voor sociale promotie;

6° getuigschrift ten bewijze van het slagen voor de eerste twee studiejaren van de polytechnische afdeling of de afdeling "Alle wapens" van de Koninklijke Militaire School".

Tevens wordt in aanmerking genomen elk ander diploma dat vroeger is uitgereikt en gelijkwaardig is aan een van de voormelde diploma's, alsmede de diploma's behaald volgens een buitenlandse regeling en die krachtens internationale verdragen of overeenkomsten, een wet of een decreet, gelijkwaardig worden geacht met een van de voormelde diploma's".

Artikel 2.

1. Artikel 11, 3°, van het koninklijk besluit van 18 maart 1993 tot vaststelling van het statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, stelt de vaste benoeming tot ambtenaar van het Instituut afhankelijk van het vooraf doormaken van een proeftijd.

De woorden "voor de benoeming op proef" dienen dus als overbodig te vervallen.

2. Noch het koninklijk besluit van 18 maart 1993 tot vaststelling van het statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, noch het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel (1) machtigen de minister bevoegd voor posterijen en telecommunicatie om regels vast te stellen betreffende de vergelijkende examens voor de werving in de verschillende graden die de personeelsleden van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie kunnen bekleden.

Het vaststellen van zulke regels behoort, krachtens artikel 71, tweede lid, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven en artikel 11, § 1, eerste lid, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, uitsluitend tot de bevoegdheid van de Koning.

---

(1) Artikel 3, 7°, van het koninklijk besluit van 18 maart 1993 betreffende de toepassing van sommige verordeningsbepalingen op het personeel van het Belgische Instituut voor postdiensten en telecommunicatie verklaart de bepalingen van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel mutatis mutandis toepasselijk op het personeel van het Instituut.

Daar het tweede lid als specifiek doel heeft regels te geven voor het reglement van het vergelijkend wervingsexamen waarnaar het verwijst, gaat het de bevoegdheid van de stellers van het ontwerp te buiten.

Dat ontworpen lid vormt overigens een doublure met de regels vastgesteld in de eerste twee paragrafen van artikel 15 van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel.

Om die tweevoudige reden moet het vervallen.

3. Gelet op de voorgaande tweevoudige opmerking, zou het beter zijn de bepaling als volgt te redigeren :

"Art. 2. Het vergelijkend examen voor de werving in de graad van technisch sectiechef bestaat in een onderhoud - eventueel voorafgegaan door een gecomputeriseerde vragenlijst betreffende de persoonlijkheid van de gegadigde - bedoeld om na te gaan of diens profiel beantwoordt aan de specifieke vereisten van het ambt. Dat onderhoud kan worden aangevuld met een of meer praktische beoordelingstests.

Het deelnemen aan het onderhoud bedoeld in het eerste lid kan afhankelijk worden gesteld van het slagen voor een voorafgaande test bedoeld om de voor dat ambt vereiste basisvaardigheden of basiskennis te beoordelen. Die test kan schriftelijk of op computer worden afgelegd".

Artikel 3.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 3. Het vergelijkend examen voor bevordering tot de graad van technisch sectiechef bestaat uit :

1° een algemeen, schriftelijk of op computer afgelegd examen om de basisvaardigheden te beoordelen;

2° een bijzonder, mondeling examen om de affiniteit met het werkgebied en de belangstelling ervoor te beoordelen, eventueel aangevuld met een of meer beoordelingstests.

De affiniteit met het werkgebied en de belangstelling ervoor worden hoe dan ook beoordeeld op grond van de basiskennis van de materies die betrekking hebben op de werking van de dienst".

Artikel 4.

Het is niet duidelijk welke dwingende redenen rechtvaardigen dat wordt afgeweken van de regels die gewoonlijk gelden voor de inwerkingtreding van de verordeningsteksten.

La chambre était composée de

Messieurs C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren kamervoorzitter,

C. WETTINCK, conseillers d'Etat,
P. LIENARDY, staatsraden,

J. DEGAVRE, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame M. PROOST, greffier,
Mevrouw griffier.

Le rapport a été présenté par M. M. PAUL, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. M. BAUWENS, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. PAUL, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. M. BAUWENS, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST. C.-L. CLOSSET.